le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (Programme Communiste)

Février 1968 - 6me Année - N° 51

Le numéro : 0,50 F — 5 F.B.

Abonnement annuel .. 5 F. - 50 FB

Abonnement de soutien 12 F. - 120 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert

C.C.P. 2202-22 Marseille

Le programme commun :

de la crise à la guerre, par le ministérialisme

« Il n'y a pas à s'étonner de la fermeté des propos tenus par M. Waldeck-Rochet au lendemain des concessions faites par les communistes pour parvenir à demander en même temps que les fédérés, et dans un seul et même texte, la convocation d'une session extraordinaire du Parlement... », écrit « Le Monde » du 12 janvier : « ...chaque fois que le P.C.F. sacrifie certaines de ses exigences propres sur l'autel de l'unité, il réaffirme aussitôt après, et avec vigueur, ses positions de principe ».

Lorsque le journal bourgeois parle, à propos du P. C. F., de « principes », il est bien évident qu'il ne s'agit nullement des principes marxistes, révolutionnaires, des principes bolcheviks que le P.C. F. n'a jamais assimilés, tant à cause du compromis dangereux qui présida à sa formation en 1920, qu'à cause des erreurs d'abord, puis, après 1926, des abandons irréversibles qui lui furent imposés par la 3e Internationale. Non, « Le Monde » veut parler des « principes » traditionnels de l'opportunisme, en particulier de l'opportunisme français, ceux de la vieille social-démocratie française, ceux de Jaurès que combattit un moment Guesde avant de sombrer, lui aussi, dans l'Union Sacrée. Il s'agit surtout du grand principe sacro-saint du patriotisme, ou, pour mieux dire, puisque aujourd'hui patriotisme signifie renoncement à la lutte des classes, du nationalisme.

Nous ne perdrons pas ici notre temps à répéter combien fut patriote, et même super-patriote, le « parti des fusillés », avec de Gaulle et derrière de Gaulle, non seulement au cours de la lutte contre « le boche exécré », mais ensuite au gouvernement, quand Thorez, ministre d'Etat du général, appelait les prolétaires à retrousser leurs manches pour la renaissance, l'indépendance et la grandeur de la France.

Or voici que « Le Monde » constate un certain fléchissement dans la défense de la grande « exigence » du nationalisme. Voilà que, sous la pression de la gauche, le P.C.F. commence à parler sans horreur de l'Europe. C'est pour dire qu'on n'y veut pas l'Angleterre, comme de Gaulle. Mais tout de même ! Quand on entend Waldeck-Rochet proclamer (« Le Monde », 12 janvier, page 6) : « Nous sommes, nous communistes, pour une politique susceptible de contribuer à faire une Europe pacifique et indépendante... » il y a de quoi, pour un militant venu à « l'assemblée d'information », en avoir le souffle coupé, même si pour la symétrie le secrétaire général ajoute : «...mais pas pour une politique visant à accroître la mainmise des Etats-Unis d'Amérique sur l'Europe ». De là à devenir plus européen que les européens et à lutter pour une « Europe véritable » il n'y a pas loin, mais ce n'est pas ce qu'avait prévu le très démocratique XVIIIe Congrès.

Il est vrai qu'il y aura bientôt le XIXe, qu'il faut le préparer, et qu'il faut préparer aussi la justification des « nouveaux pas » qu'on va devoir faire vers l'unité, vers le programme commun. Et ces diables de fédérés, qui s'y connaissent pourtant dans le domaine des « concessions mutuelles », sont rudement « exigeants ». A chaque pas qu'on fait vers eux en avant, ils font un pas en arrière. Ainsi, Mitterand qui déclare publiquement à Strasbourg, le 26 janvier (« Le Monde » du 27 janvier) vouloir lier le progrès social — programme commun à toute la gauche — à la construction de l'Europe, alors que jusqu'ici le P.C. veut le réaliser par une lutte nationale de toutes les couches de la population « victimes des monopoles », par la nationalisation des monopoles « apatrides » et la lutte contre les trusts « étrangers ».

Mitterand déclare : « Nous pensons que le Parti communiste aura le réalisme de reconnaitre qu'une Europe fondée sur un vaste marché représente **la seule solution** (souligné par nous) et chance de progrès social pour les travailleurs... ». Au cours de la discussion, poursuit « Le Monde » du 27 janvier, il précise encore que les structures de dialogue permanent mises en place entre la Fédération et le P.C.F. sont destinées en particulier à convaincre l'allié communiste de la nécessité impérieuse de l'union européenne comme facteur de paix et de progrès social. Il reconnait en même temps — ajoute « Le Monde » — que ce problème constitue une des difficultés majeures de l'établissement du programme commun qui devra être publié avant le 20 février.

Comme il est difficile, en effet, de faire abandonner au « parti de la grandeur française » la défense des « couleurs de la France » chères à son poète officiel, ces couleurs qu'il défend au premier rang, en le disputant à de Gaulle depuis le pacte Laval-Staline et le Front Populaire !

Difficile et dangereux : comment, lorsqu'on a jeté aux orties l'internationalisme bolchevique pour adopter le chauvinisme le plus outrancier, comment se défaire du nationalisme, admettre que la nation est dépassée, sans remettre en cause toute l'action passée, toutes les trahisons, toute la sueur et tout le sang versés en l'honneur de l'illusoire grandeur française, au seul profit de l'accumulation du capital « français », ce capital monopoliste que défend le pouvoir gaulliste mais qui n'hésiterait pas demain à utiliser le pouvoir des giscardiens, les canuettistes et autres fédérés pour défendre ses chances dans l'Europe.

Moment difficile pour l'opportunisme communiste. Non seulement parce qu'il faut faire amende honorable, non seulement parce qu'il faut, en choisissant **son camp**, dire de quelle tendance de la bourgeoisie on est la « force d'appoint » mais parce que dans la voie de l'humiliation il faut aller toujours plus loin. C'est ce que voulait dire le fédéré Mermaz, le 8 janvier, en affirmant (« Le Monde », 10 janvier) : « La discussion avec les communistes progresse dans d'excellentes conditions. Depuis que le P.C. existe jamais la gauche n'a eu avec lui des conversations qui aillent aussi loin dans le détail, et sur tous les plans que celles que la Fédération a actuellement ». Et il concluait : « Nous aurons besoin des communistes dans notre gouvernement de demain, car il ne durera qu'à cette condition ».

Il est impossible de mieux exprimer ce que la bourgeoisie attend de ces « communistes-là » : qu'ils « tiennent », grâce à quelques « concessions », le prolétariat, en échange de quelques strapontins ou fauteuils ministériels. Et Waldeck-Rochet a beau protester : « nous ne sommes pas des ministérialistes ! » tout le monde sait qu'il est prêt à faire avec la gauche, progressiste et généreuse, ce que Thorez lui-même fit avec de Gaulle, qui, lui non plus, ne pouvait « se passer des communistes ». « Dans le détail et sur tous les plans... » dit le fédéré de gauche. Trahison sur toute la ligne, lit le

(Suite en page 4)

PERMANENCES A MARSEILLE

le vendredi 9 février et le vendredi 23 février

de 17 h. 30 à 19 h. 30 au siège du journal 7, cours d'Estienne d'Orves (4e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

ORADOUR SUR VIET-NAM ?

LE MONDE du 11 janvier a consacré une page entière à la publication de témoignages de combattants américains au Viet-Nam. Torture systématique des prisonniers ou des « suspects », représailles collectives et aveugles sur les villages, exécution des blessés, massacre de la population civile : voilà le pain quotidien de la machine de guerre des Etats-Unis.

Devant ces faits, le petit-bourgeois recule d'horreur. Apercevant enfin le gouffre qui sépare les **mythes** de la démocratie des **réalités** de l'impérialisme, il invoque la Raison et la Justice, sauve son âme en quêtant pour le Viet-Nam et organise une parodie risible du tribunal de Nuremberg pour sauver quelque chose, malgré tout, des immortels principes de la démocratie. Ce faisant, il oublie étourdiment qu'à Nuremberg le Tribunal avait derrière lui la **force** des armées victorieuses du « monstre nazi », alors que le Tribunal fantôme de MM. Russel et Sartre a devant lui, précisément, **cette même force** devenue à son tour, de l'avis unanime, « monstrueuse ».

Si le petit-bourgeois joue à cache-cache avec la réalité derrière le décor sublime des mythes démocratiques, le prolétaire doit savoir regarder la réalité en face. Même un soldat U.S. peut arriver à la saisir en partie : « Il n'est pas nécessaire d'être nazi pour commettre des crimes de guerre, il n'est pas nécessaire d'être nazi pour tuer six millions de Juifs », a déclaré Peter Martinsen, témoin au procès de Copenhague.

Mais alors, tout le gigantesque mensonge qui a mobilisé le prolétariat mondial dans la grande tuerie impérialiste de 1939-45, s'écroule. La Russie stalinienne, les P.C. dégénérés avaient obligé les prolétaires à oublier toute leur expérience de classe. Pas de défaitisme à la Lénine, plus d'internationalisme, criaient-ils, il faut abattre le « monstre fasciste » et, pour cela, déserter la lutte de classe et participer à la guerre dans un des deux camps, celui des « Bons », des « Justes », celui des Démocraties. Les lendemains chantent.

Les lendemains ont saigné. On voit aujourd'hui « qu'il n'est pas nécessaire d'être nazi... », et c'est la Grande Démocratie Américaine, le chef de file de la croisade anti-fasciste qui le prouve avec toute la force de sa gigantesque machine de guerre.

Prolétaires, ouvrez donc les yeux ! On essaie déjà de vous persuader que les U.S.A. sont un nouveau « monstre », que **seuls** les U.S.A. peuvent perpétrer certains crimes, et que donc il faudra peut-être une nouvelle **guerre** mondiale pour les abattre. Une fois suffit ! « Il n'est pas nécessaire d'être nazi... », mais il n'est pas nécessaire non plus d'être américain (des Français, du reste, devraient le savoir : ont-ils déjà oublié l'Algérie, comme les Russes ont oublié la Hongrie ?). Il n'y a pas de « monstre », il y a l'**impérialisme mondial,** stade suprême du capitalisme. Que les Etats-Unis en soient le chef de file, c'est un fait : M. Kossyguine l'a reconnu en allant serrer la main de son collègue américain à Glassboro. Mais qui a fait des Etats-Unis le gendarme mondial de l'impérialisme ? Leurs alliés de la dernière guerre, la Russie soi-disant « socialiste » comme les P.C. dégénérés !

(Suite en page 4)

LE SYNDICALISME OPPORTUNISTE PRÉPARE SON "HEURE DE VÉRITÉ"

Bien plus que les laborieuses tractations des leaders de la gauche démocratique et les bribes de « programme » qu'ils veulent bien, de temps à autre, divulguer, les récentes controverses entre C.F.D.T. et C.G.T. nous renseignent sur ce que sera « l'après-gaullisme ». Elles sont en particulier édifiantes en ce qui concerne ce que la centrale ex-chrétienne attend d'une coalition que son ancienne rivale a chantée en son temps comme une « grande victoire de l'unité ouvrière ».

Tout en s'en prenant à la « politique antisociale du gaullisme », la C.F.D.T. ne dissimule rien de la politique sociale à laquelle les syndicats devront se plier après la victoire électorale de la Fédération. Il s'agira alors de maintenir les revendications ouvrières dans les limites compatibles avec les « intérêts supérieurs de la nation ». La C.G.T., du reste, est parfaitement d'accord : lors de son dernier Congrès, elle a reconnu « la nécessité des concentrations et conversions » et préconisé « un large développement des forces productives » ; par ailleurs, elle n'a cessé, durant ces dernières années, de fournir des preuves répétées de son attachement aux « intérêts du pays ». Pourtant, la C.F.D.T. exige toujours davantage dans ce sens de sa récente alliée et cela se conçoit fort bien : au fur et à mesure que la C.G.T. se rapproche de ce syndicalisme de « bons et loyaux services », dont la centrale ex-chrétienne est le modèle le plus achevé, s'accroît en même temps la concurrence entre les deux centrales. La meilleure arme de la C.F.D.T. est la pression exercée en vue d'obtenir une dépersonnalisation toujours plus grande de l'organisation amie et rivale. La C.G.T. obtempère tout en protestant ; mais si le maintien de l'accord passé ne va pas sans difficulté, c'est tout simplement parce qu'il n'est que l'expression syndicale d'un accord déjà passablement difficile sur le plan politique entre les divers partis d' « opposition ». Qu'il ne s'agisse, dans ces controverses, que de sordides rivalités électorales et non de désaccord sur le fond, c'est ce que suffisent à démontrer les quelques déclarations qui vont suivre.

La polémique entre les pontifes s'est précisée à la suite d'une déclaration de G. Séguy. Le secrétaire général de la C.G.T., prenant acte de l'adoption, par le Congrès de la C.F.D.T., d'une motion favorable à une « programmation démocratique », y a vu « un progrès appréciable qui lève l'un des points de divergences ayant fait l'objet de controverses entre nous ». La C.F.D.T., aussitôt, de remettre les choses au point : c'est elle la première, et depuis plusieurs années, qui a adopté le principe d'une **planification démocratique** que la C.G.T., il y a peu de temps encore, repoussait. En effet, si nos souvenirs sont exacts, un mot d'ordre identique, proposé sans succès lors d'un Congrès de la C.G.T., avait attiré les foudres de la direction sur le malheureux « minoritaire » de service, Lebrun. Au demeurant, l'essentiel n'est pas de déterminer à qui revient le mérite de cette originale trouvaille et il est fort probable que la « protestation » de la C.F.D.T. a d'autres causes que le souci de faire respecter un « droit d'auteur ». Ce que la C.F.D.T., en fait, a voulu souligner en rappelant l'hostilité antérieure de la C.G.T. à l'égard de la formule incriminée, c'est la signification de la démarche que celle-ci a accomplie en acceptant le principe d'une planification économique **dans le régime social actuel.** Comme y insistait son secrétaire général Descamp, dans un hommage empoisonné, lors d'une entrevue avec le cégétiste Krasucki, dont nous

(Suite en page 4)

STALINISME et TROTSKISME

- V -

L'INFLUENCE DE TROTSKY

Le trotskysme, écrivions-nous dans notre précédent article, est avant tout une « reconduction » permanente des erreurs passées de la Troisième Internationale, assortie d'un ensemble de conceptions fausses quant à la nature économique et sociale de l'Etat russe actuel. La genèse de ces conceptions est complexe, mais découle de ce que les trotskystes furent, à l'origine, une phalange de révolutionnaires contraints d'agir alors que les conditions de leur action faisaient défaut. Leur échec dans tous les domaines illustre en somme le drame de la volonté révolutionnaire en l'absence de toute possibilité de reprise de la révolution.

La justesse de ses prévisions historiques joue un rôle capital dans la vie du Parti de classe. Le « cas Trotsky » démontre, avec d'autant plus d'éclat qu'il s'agissait du chef le plus prestigieux après Lénine, que l'erreur en ce domaine ne pardonne pas et que ses conséquences pèsent bien longtemps après qu'ont disparu les conditions dans lesquelles elle a été commise. Pour être brefs, nous pourrions dire que Trotsky a toujours raisonné, prévu, agi, non pas selon les exigences de la phase historique dans laquelle il se trouvait, mais en fonction des données de la phase immédiatement précédente. Ce « décalage » explique bien des fautes politiques de Trotsky. Mais pour expliquer leur théorisation aberrante par les trotskystes actuels il faut tenir compte de toute une phase historique de contre-révolution qui a pourchassé et miné jusqu'aux dernières survivances de la tradition d'Octobre.

LES ERREURS QUI NE PARDONNENT PAS

Les méthodes d'action de la IIIe Internationale du vivant de Lénine, bien que sujettes à caution en raison des risques qu'elles comportaient, étaient cependant utilisables dans les conditions que nous avons précédemment définies. De même, une exaltation optimiste des **potentialités** socialistes de l'économie soviétique avait sa raison d'être : tout comme la **volonté** socialiste des administrateurs bolcheviques était une garantie aussi longtemps que les forces contre-révolutionnaires intérieures étaient tenues en respect, le dynamisme révolutionnaire de l'Internationale autorisait la témérité de certaines tactiques tant que la conquête du pouvoir dans d'autres pays européens demeurait une possibilité. Toutes ces audaces, tant dans le domaine de la propagande que de l'action, devenaient, par contre, extrêmement périlleuses dès lors que le rapport des forces à l'intérieur de la Russie basculait en faveur de la contre-révolution et que l'agitation internationale se repliait en grand désordre. Quand la clique victorieuse de Staline renia la révolution internationale en proclamant le socialisme **possible dans la seule Russie ;** quand, sous couvert de « bolchevisation », furent exclus de l'Internationale tous ceux qui refusaient de se plier à cette capitulation politique, un bilan d'ensemble de l'expérience s'imposait de toute urgence si l'on voulait sauver ce qui pouvait l'être.

Il est caractéristique de l'attitude de Trotsky, qu'il ne voulut jamais établir ce bilan et qu'il s'y refusa particulièrement en 1929-30 lorsque, en vue de la constitution de l'Opposition internationale de gauche, il sollicita notre parti qui, lui, estimait cet examen critique de l'activité de l'I.C. indispensable pour prévenir la répétition d'erreurs qui avaient été fatales au communisme international. Lutter contre l'invasion opportuniste c'est **rompre à temps** non seulement avec la direction du parti qui dégénère, mais aussi avec le **corps de positions** qui est à l'origine de cette dégénérescence. En dépit du fleuve de sang qui a coulé entre stalinisme et trotskysme, c'est un fait incontestable que ce dernier n'a jamais procédé à cette rupture dans les termes indiqués plus haut. Cet attachement indéfectible de Trotsky à la tactique trop « élastique » de la IIIe Internationale découlait d'une vision politique d'ensemble dans laquelle les transformations économiques et sociales réalisées en Russie étaient présentées de manière équivoque comme réellement **socialistes.** Trotsky en déduisait logiquement que, sans renversement violent du pouvoir soviétique, le capitalisme ne pouvait se réimplanter en U.R.S.S. et qu'après l'échec de la révolution communiste européenne, le capital mondial, menacé par sa crise permanente, devait nécessairement redonner à la Russie soviétique l'**assaut militaire** infructueusement tenté après la révolution d'Octobre. Dans cette perspective, la réaction générale du prolétariat pratiquant le défaitisme révolutionnaire à l'échelle internationale, pouvait permettre, sans autre révolution que **politique,** de balayer la clique parasite qui avait usurpé le pouvoir en Russie.

Tout « l'acquis » du trotskysme se réduit aux **tactiques** et aux **manœuvres** reposant sur cette hypothèse que l'histoire n'a pas vérifiée. Elle était à peine formulée que le stalinisme montrait déjà sa véritable fonction en abandonnant la révolution chinoise à la répression de Chang-kaï-tchek, en sabotant la grève générale anglaise, en désarmant le prolétariat allemand devant le nazisme, en subordonnant toute la politique des P.C. à la **diplomatie** tortueuse inspirée par la défense d'un Etat désormais exclusivement **national.** « Guerre ou révolution », telle était, selon Lénine, l'alternative du siècle. La seconde étant battue et abandonnée, la première devenait inévitable. Mais **l'antagonisme fondamental** de cette guerre, que Trotsky, toujours « en retard d'une phase », s'entêtait à identifier à l'antagonisme U.R.S.S. — pays capitalistes, avait entre - temps totalement changé de nature. Dès lors que la révolution ne menaçait plus et que le prolétariat était divisé et battu, **l'antagonisme de classe** cédait le pas, à l'échelle internationale, aux rivalités inter-impérialistes. C'était bien pour des questions de **marchés,** de **zones d'influence,** « d'esclaves salariés à se disputer », que les « démocraties alliées » et les « puissances de l'Axe » s'apprêtaient une seconde fois à faire couler le sang. Cette issue, dont Trotsky, assassiné par une crapule aux ordres du Guépéou, ne put mesurer toutes les conséquences, ruinait toute la perspective trotskyste et amenait les militants de la IVe Internationale à une déchéance dont ils ne se sont pas relevés : participer à la Résistance patriotique, c'est-à-dire adhérer, **au nom de la révolution prolétarienne,** à une guerre impérialiste déclenchée sur le cadavre de cette révolution.

Cette dernière faute porte un nom : **antifascisme.** On doit à la vérité de dire que la grande autorité politique de Trotsky n'a pas été étrangère à la confusion dont ce terme s'est enveloppé. Trotsky, de même qu'il attendait la reprise prolétarienne d'une offensive **militaire** du capitalisme contre l'U.R.S.S., escomptait du fascisme, c'est-à-dire de l'offensive **politique** de ce même capitalisme, une réaction ouvrière de même nature. Il alla même jusqu'à fonder cet espoir sur un pays comme la France où le « parti fasciste » était d'importance plus que négligeable, où il n'avait aucune perspective et où la **coalition électorale** de gauche à laquelle se réduisit l' « antifascisme » s'avérait par définition incapable de se transformer, comme le souhaitait Trotsky, en un armement général du prolétariat. L'erreur de Trotsky avait d'ailleurs une portée plus vaste. A la veille de la guerre, toute possibilité de crise révolutionnaire était éliminée et même les événements dramatiques d'Espagne en 1936, dernière expression de la lutte armée des ouvriers, au moins un temps sous leur propre drapeau de classe, avaient précipité la liquidation des derniers risques de ce genre. Or la fonction historique du fascisme, comme réaction violente de la société bourgeoise en crise, c'était de briser le danger révolutionnaire dans les pays qui lui étaient particulièrement vulnérables : **mission accomplie** dès 1933 pour le point crucial du continent, l'Allemagne. Conférer au fascisme une sorte de « réalité en soi », le considérer comme une **nouvelle forme** de domination sociale et non comme ce qu'il était en réalité, c'est-à-dire une **adaptation** du capitalisme aux exigences totalitaires et centralisatrices de sa phase décadente, c'était cautionner par avance le formidable **mensonge idéologique** nécessaire pour faire accepter la guerre impérialiste au prolétariat.

Le trotskysme, qui a nourri un moment l'espoir insensé de transformer la Libération nationale et patriotique en libération **de classe** est resté profondément marqué par l'antifascisme. Lors de diverses crises ultérieures, ses militants ont souvent réagi comme s'il y avait toujours une forme « libérale » du capitalisme à défendre contre une forme « plus totalitaire ». Mais dans un monde de crises politiques, de répressions sanglantes et ininterrompues, la bourgeoisie démocratique a prouvé avoir fait siennes les méthodes barbares du fascisme, et le front unique des ouvriers et des petits-bourgeois constitué en vue de défendre une forme déterminée de l'Etat capitaliste s'est avéré aboutir en définitive aux formes exactement contraires, aux seules formes dont le capitalisme, pour sa survie, avait un impérieux besoin.

DEUX OPPORTUNISMES ET UN SEUL CONTENU

A la veille de la seconde guerre mondiale, le trotskysme était déjà déchiré par ce dilemme : combattre la « bureaucratie stalinienne », défendre l'U.R.S.S. **socialiste.** Quelques années après la fin du conflit, la IVe Internationale, qui avait survécu jusque-là grâce à l'espoir d'un affrontement général entre pays capitalistes et pays « socialistes », se disloqua devant la faillite de cette perspective. Les groupes qui la composaient, après une histoire fort complexe de scissions et de réunifications, se sont **grosso modo** polarisés ces dernières années autour de deux conceptions qui donnent chacune la primauté à l'un des deux termes de la contradiction ; les uns considèrent que le caractère socialiste de l'économie russe et d'autres « Etats ouvriers » l'emporte en définitive sur le rôle contre-révolutionnaire des « bureaucraties » dirigeant ces Etats, les autres mettent au contraire ce rôle au premier plan, se dispensant d'élucider la nature sociale exacte de ces « Etats socialistes ».

Les opinions exprimées dans un article déjà cité au début de la présente étude et extrait du périodique trotskyste **Sous le drapeau du socialisme** donnent l'idée la plus adéquate de la première de ces deux conceptions. Le parti prolétarien y est défini comme « un moyen de classe conçu de manière dialectique et dynamique afin qu'il puisse **s'adapter aux conditions changeantes de la lutte** » et pourvu d'une « **grande souplesse** » (souligné par nous). On constatera que ces ex-adversaires farouches du stalinisme utilisent, en invoquant les « conditions nouvelles », exactement les mêmes arguments que les révisionnistes de Moscou. Au demeurant, l'auteur du texte ne cache pas que, pour lui, cette « souplesse » du parti consiste à se plier aux situations défavorables et, sous couvert de « garder le contact avec les masses », à **les suivre** sur le terrain de l'opportunisme : « Quand nous avions constitué la IVe Internationale — écrit-il — nous étions persuadés que la guerre mondiale sonnerait le glas des partis traditionnels et que les masses afflueraient dans des délais relativement courts à la nouvelle organisation ». Il convient ici, à l'usage du lecteur, de rappeler que notre propre parti critiqua sévèrement Trotsky à propos de cette création de la IVe Internationale et qu'il ne s'attendait, lui, qu'à un nouveau recul du mouvement prolétarien avec l'éclatement de la guerre. En tout cas, constate le texte cité, la perspective trotskyste ne s'est pas réalisée : « les masses restaient pour l'essentiel attachées aux partis traditionnels », tandis que « l'ensemble du développement révolutionnaire mondial, avec la victoire de l'U.R.S.S., l'apparition de toute une pléiade d'Etats ouvriers et la Révolution coloniale **a épousé des lignes infiniment plus complexes** ».

La voilà donc la grande « nouveauté » qui justifie « adaptation », « dialectique », « souplesse », etc... C'est ce fait, évidemment ahurissant pour des trotskystes qui croient dur comme fer que la Russie est tout de même **restée socialiste :** à l'ombre de la victoire militaire de l'U.R.S.S. le socialisme a gagné en étendue ou, en d'autres termes, la **contre-révolution** stalinienne a accouché de la **révolution** socialiste dans le fameux « sixième du globe » Pour dénouer l'effarante contradiction, il suffirait d'ouvrir les yeux sur la nature réelle de l'Etat russe, de le voir tel qu'il est, c'est-à-dire nationaliste et spoliateur des « démocraties populaires » auprès desquelles l'impérialisme mondial, au lendemain de la guerre, a délégué l'U.R.S.S. comme gendarme particulièrement qualifié pour enrober de « socialisme » frelaté une pure et simple **reconstruction capitaliste** de systèmes bourgeois délabrés... Mais c'est là, comme nous avons pu le constater à maintes reprises, un **sujet tabou** pour le trotskysme.

« C'est dans ces conditions — poursuit le texte — que nous fûmes amenés à réexaminer la question d'une activité qui se voulait partout et exclusivement indépendante et à élaborer la **tactique de l'entrisme** » (souligné par nous). L'**entrisme,** c'est encore une tactique due à Trotsky. Elle consistait, entre 1933 et 1938, à faire adhérer les trotskystes aux partis socialistes de la Seconde Internationale pour tenter de les infléchir de l'intérieur vers une position de classe ou, tout au moins, d'y créer des noyaux révolutionnaires. Il est à peine nécessaire de dire que cette tactique s'est soldée par un échec total ; mais il faut souligner que ce procédé, pour détestable qu'il soit, avait vu le jour à une époque où Trotsky croyait la révolution possible dans un avenir proche. De ce pire « expédient », le trotskysme ultérieur a fait un **principe d'action.** Son but serait de constituer à l'intérieur des partis opportunistes des « tendances centristes » susceptibles à leur tour d'évoluer vers des positions plus radicales. On en arrive au délire pur et simple : en effet, si des partis ou des tendances révolutionnaires ont souvent glissé vers le centrisme et l'opportunisme, l'inverse ne s'est encore jamais produit ! Et il en est de l'opportunisme trotskyste comme de tous les autres : après chaque échec dû à une concession téméraire, il espère redresser la situation par une concession plus grande encore : « Il est vrai — dit le texte — qu'à l'époque on surestimait la rapidité avec laquelle se formeraient ces tendances centristes en escomptant une aggravation de la « guerre froide » conduisant au conflit mondial ». Il s'agit donc, dans cette optique, d'être dans les organisations « traditionnelles » pour y **convaincre** les ouvriers. Si cela ne suffit pas, il convient de combiner cette tactique avec celle d'une « action indépendante ». Ainsi, la tactique juste, comme dans feue la IIIe Internationale à propos du front unique, c'est celle qui sait **doser l'opportunisme.** En effet, selon le texte cité, il faut lutter à la fois contre les opportunistes « partisans d'un **entrisme total** » (c'est-à-dire qui renoncent à tout jamais à redevenir organiquement indépendants) et contre les « sectaires » hostiles à tout centrisme !

Il faudrait trop de place pour relater ici comment ces partisans des... « lignes complexes » du socialisme ont découvert ce dernier en Yougoslavie, à Cuba, en Chine, à Alger ou au Viet-Nam, c'est-à-dire dans des pays encore plus arriérés que ne l'était la Russie de 1917 et d'autant plus **voués au capitalisme,** en dépit de l'héroïsme indiscutable de leur population, qu'ils ont connu des insurrections, des guerres civiles exclusivement **populaires** et non une véritable révolution sociale qui ne peut être qu'à **direction prolétarienne.** A ce degré d'involution du trotskysme, la courbe est bouclée : les trotskystes, qui n'existent comme parti que parce que Trotsky s'est battu de toutes ses forces contre la théorie du « socialisme en un seul pays », en sont venus à **adapter** cette position aberrante à divers petits pays sur le choix desquels, par surcroît, ils ne sont pas d'accord !

Une autre façon **d'accomoder** le trotskysme aux « conditions présentes » est celle du groupe qui publie **Voix Ouvrière.** Tendance plus sympathique, en ce sens qu'elle n'accepte pas de voir dans les assassins de la révolution d'hier les guides de la révolution d'aujourd'hui, mais qui n'échappe pourtant pas à l'usage des méthodes traditionnelles de la IVe Internationale. Il nous suffira de citer quelques passages d'un appel récent de **Voix Ouvrière** pour constater qu'en dépit des meilleures intentions tout trotskyste demeure trotskyste, c'est-à-dire incapable de rompre le cordon ombilical qui le relie à cet **antistalinisme démocratique** dont nous avons parlé au début et qui conduit toujours, d'une façon ou d'une autre, à la liquidation de l'élément scientifique de l'analyse.

Sous le titre « Force et faiblesse du Trotskysme », **Voix Ouvrière** écrit (n° 4, 20 décembre 1967), à propos de la division qui règne dans le mouvement trotskyste : « Cette division est celle des **idées;** les organisations, les groupes, les tendances sont **les formes qu'utilisent les idées ».** Cette façon de concéder aux « idées » comme une existence propre, indépendante de l'épreuve des faits, étanche au grignotage de la praxis quotidienne, frôle le ridicule lorsqu'on sait que les trotskystes qu'on appelle à confronter leurs « idées », se divisent en réalité par leur adhésion aux politiques respectives d'Etats, russe, chinois, cubain, etc..., aux intérêts bien matériels et bien distincts. Mais ces trotskystes n'en seraient pas s'ils n'observaient leur principe fondamental : ne pas discuter les points épineux.

Le trotskysme, poursuit en substance **Voix Ouvrière,** pourra surmonter ses faiblesses « à la condi-

LUTTE de classe et non pas lutte de catégories concurrentes !
Unification de toutes les luttes ouvrières !

Pas de grèves tournantes avec préavis, mais généralisation des grèves ! Par-delà les différences de catégorie, de localité, d'entreprise, de nationalité, les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes ; on ne peut les défendre que par une lutte générale contre le patronat, en rompant avec toutes les divisions artificielles !

Augmentation générale du salaire de base, proportionnellement plus importante pour les catégories les plus défavorisées !

Réduction de la journée de travail à salaire égal !
Refus des primes, des bonis, des heures supplémentaires !
Plein salaire aux chômeurs, à la charge du patronat et de l'Etat !

Contre l'unité au sommet avec la C.F.D.T., F.O. et tout autre syndicat ouvertement jaune, car elle signifie la mort du syndicat ouvrier et son inféodation à l'Etat bourgeois !

Lutte sans quartier contre le pacifisme, le réformisme, le légalitarisme !

La haine la plus profonde des prolétaires envers le patronat, son Etat et ses valets ; l'union fraternelle et la solidarité, ciment de la lutte révolutionnaire, entre les exploités !

Les bonzes et les bureaucrates, les ennemis de la révolution prolétarienne à la porte de la C.G.T. !

Unité ouvrière contre le patronat et l'Etat; unité internationale de classe contre le capitalisme mondial !

tion que chaque groupe, chaque tendance, soit convaincu que, s'il se forme un véritable parti révolutionnaire dans ce pays, s'y retrouveront la majorité des militants trotskystes de toutes les tendances actuelles. **Le programme, les méthodes de ce futur parti seront ceux qui auront prévalu et peut-être s'y retrouveront toutes les tendances actuelles sinon d'autres** » (souligné par nous). Cette phrase est particulièrement significative, car elle expose, noir sur blanc, l'abandon caractérisé de l'élément essentiel du parti du prolétariat, de la seule **raison d'être** d'une doctrine scientifique de la révolution, c'est-à-dire **la faculté d'anticiper** sur le cours des événements. La grande conquête théorique réalisée par le marxisme, c'est d'avoir défini la fin de l'exploitation capitaliste comme un fait **déterminé** et **nécessaire**. Tirer de l'expérience historique une théorie qui rende un compte rigoureux des contradictions internes de la société capitaliste, définir les conditions générales dans lesquelles ces contradictions feront exploser cette société et en déduire la ligne d'action des classes opprimées, voilà en quoi consiste le **programme historique** du prolétariat. Il est bien visible que si l'on pose comme prémisse de l'élaboration de cette ligne d'action qu'après plus d'un siècle d'expériences sanglantes mais fécondes, **plusieurs programmes** sont possibles, également valables et compatibles entre eux, et par surcroît à **choisir** au gré de « majorités » de circonstances, cela équivaut à nier la possibilité de tout **programme réel**. Cela conduit inévitablement à la conception la plus sotte de la démocratie, celle qui consiste à confronter des opinions individuelles et, pis encore, à penser que l'opinion la plus répandue est nécessairement la plus juste !

CONCLUSION

A ceux qui trouveront sévère notre critique d'un mouvement qui a payé un lourd tribut de sang pour s'être opposé à la contre-révolution, nous répondrons d'abord que tout ce que nous avons écrit ne contredit pas notre admiration pour la phalange massacrée par Staline et n'infirme pas davantage notre haine pour les hommes qui ont exterminé le meilleur de la tradition d'Octobre. Mais nous dirons aussi qu'il est grand temps, sur les ruines des luttes malheureuses du trotskysme, de tracer la limite théorique et politique entre ce que la contre-révolution a, ouvertement ou insidieusement, investi, et ce que le prolétariat doit sauver comme étant l'essentiel de son patrimoine.

Nous affirmons que le trotskysme, pour toutes les raisons objectives précédemment exposées, a été happé par le tourbillon du « révisionnisme communiste » que notre parti dénonçait déjà, au sein de l'Internationale communiste, il y a quelque quarante ans. Suivant notre critère, le trotskysme a été définitivement perdu pour la révolution et pour le socialisme dès le moment où il a admis la **démocratie** comme valeur idéologique compatible avec la mission révolutionnaire du prolétariat. Tout concept à son contenu historique : la démocratie eut autrefois un contenu révolutionnaire, mais ce fut toujours un contenu **bourgeois.** C'est ce que la contre-révolution stalinienne, en usurpant le prestige de la révolution d'Octobre, sut habilement cacher. Spéculant sur le fait qu'en Russie le prolétariat avait **encore besoin** de l'appui de la paysannerie, classe **démocratique** par excellence, elle imposa au prolétariat international une tactique désastreuse d'alliance avec les partis petits-bourgeois et leurs expressions opportunistes au sein du mouvement ouvrier. Elle conférait ainsi à ces partis une valeur politique que, même en Russie, le cours impétueux des faits avait démenti avec éclat, mais qui correspondait à une stratégie internationale contre-révolutionnaire dictée par la défense de seuls et sordides **intérêts nationaux russes.** Faute d'avoir su démêler, dans la situation de développement embryonnaire de l'économie russe, les facteurs de conservation sociale que cette stratégie favorisait, le trotskysme, en dépit de réserves et restrictions de toutes sortes, emboîta le pas au stalinisme ; ce qui lui fut fatal. Par une ironie particulièrement cruelle de l'histoire, les victimes et martyrs de la contre-révolution n'ont cessé de la combattre au nom des conceptions et des tactiques qui avaient assuré son triomphe ! Le **Front unique** avait perverti l'Internationale en ouvrant toutes grandes ses portes à la racaille centriste qui « opta » pour Staline contre Trotsky ? Les trotskystes n'en poussèrent pas moins le front unique jusqu'à l'absurde dans la « tactique de l'entrisme ». Le stalinisme avait exalté la planification soviétique comme pierre angulaire de la « construction du socialisme » **en un seul pays ?** Les trotskystes persistent à voir dans des planifications identiques et dans des pays isolés la prémisse indiscutable d'une évolution vers le socialisme. Le stalinisme avait créé le culte du chef et proclamé l'infaillibilité du centre dirigeant du parti ? Les trotskystes, partout où la classe ouvrière est battue, affirment toujours que c'est à cause d'une « crise de direction ».

Le plus grave, dans ces vicissitudes, c'est que le trotskysme, rivé à son sort par ce qui n'était initialement qu'une erreur de perspective, n'a pu se survivre et durer qu'en jouant à fond de la facilité et de l'immédiatisme : il laisse croire à ses adeptes, particulièrement aux jeunes, que toute agitation sociale peut être fécondée par quelques formules bien lancées, que la révolution est comme un lutin toujours présent, qui montre son nez tantôt à Cuba, tantôt à Pékin... ou en Bolivie ; il substitue à l'histoire réelle, faite de phases historiques de révolution et de phases de contre-révolution, une histoire mythique tissée sur une montée prolétarienne ininterrompue, aux formes changeantes et imprévisibles, comme autant de chances qu'il suffit de savoir habilement saisir ; la plus grande habileté étant évidemment le recours aux vieilles recettes de faillite de la IIIe Internationale : frontisme, entrisme, etc...

Nous nous bornons à opposer au trotskysme la leçon des faits : le premier pas effectif en direction de la révolution à venir consiste à reconnaître que nous sommes encore sous le coup historique de la **contre-révolution.** Celle-ci a perverti, non seulement les organisations de masse du prolétariat, mais encore son programme, sa doctrine, ses méthodes d'action. Cette perversion passe par une défaite matérielle, physique, cristallisée dans l'idéologie de la dernière guerre, et par une défaite politique : celle de l'I.C. qui n'a pas su **épurer** ses méthodes. En 1926, nous n'en étions encore, pour notre propre compte, qu'à **solliciter,** de l'Internationale, cette épuration. Aujourd'hui, après mille vicissitudes, nous pouvons appuyer une prise de conscience qui mûrit lentement, à travers d'infinies difficultés : d'Octobre 17 ne doit rester, dans la tradition et le programme du prolétariat, que sa portée internationaliste et révolutionnaire : la réhabilitation de la **dictature du prolétariat ;** tout le « message » frauduleux, faussement « communiste » et strictement **russe,** s'écroulera avec l'évidence de l'avènement, dans le pays de Lénine, d'un capitalisme national de moins en moins dissimulé.

Ce journal est entièrement rédigé et administré par des travailleurs salariés, à l'exclusion de toute collaboration de professionnels ou de permanents rétribués. C'est là leur contribution à l'œuvre nécessaire de clarification. Toi, lecteur, sympathisant, quelle est la tienne ? LE PROLETAIRE ne peut vivre que des subsides prolétariens. LE PROLETAIRE ne peut faire entendre sa voix que par l'effort conjugué de tous les révolutionnaires sincères. LE PROLETAIRE ne peut améliorer sa périodicité et augmenter sa matière que par l'aide de tous ceux qui approuvent son effort.

LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE
© LE PROLETAIRE ©
ECRIS-NOUS - ABONNE-TOI - SOUSCRIS
« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

La vie du parti :
REUNION GENERALE

La troisième réunion générale du Parti pour l'année 1967 s'est tenue à Marseille les 30 et 31 décembre. Bien organisée sur le plan matériel par la section locale, elle s'est déroulée avec une large participation de jeunes et même de très jeunes camarades, dans une atmosphère où le sérieux et la rigueur n'excluaient pas, loin de là, l'enthousiasme révolutionnaire.

Commencée le samedi à 15 heures par un bref salut aux camarades présents qui leur associait certains absents involontaires, la première séance s'est prolongée jusqu'à 20 h. 30 et a été entièrement consacrée à un rapport sur la théorie marxiste de la monnaie, base d'une compréhension exacte de la crise monétaire actuellement en cours ; la clarté de l'exposé et les traductions synthétiques qui en étaient faites au fur et à mesure, ont permis à l'ensemble des camarades de suivre l'argumentation avec un vif intérêt. Le lendemain, deux longues séances se sont succédées : la première de 9 h. 30 à 13 h. a été occupée par un rapport d'organisation développé par le représentant du Centre et par un rapport du Bureau syndical central sur l'activité en cours de développement, en Italie surtout ; ce rapport a été complété par un tableau de la situation syndicale en France ; la seconde séance, de 15 h. à 19 h., a été consacrée à deux excellents rapports : l'un sur « La mystification démocratique », l'autre sur « Dictature prolétarienne et Parti de classe », qui ont l'un et l'autre touché aux questions vitales de la critique marxiste de l'idéologie bourgeoise.

Le soir, après le repas, une longue séance a été consacrée aux problèmes de notre presse internationale, et les camarades ont quitté la réunion avec la certitude d'avoir bien travaillé pour le renforcement et la cohésion du Parti par-dessus les maudites frontières bourgeoises.

En attendant que les rapports puissent paraître dans Programme Communiste, *nous en donnons ci-dessous un bref résumé.*

THEORIE MARXISTE DE LA MONNAIE

Le système monétaire international est malade et l'optimisme de commande de ses médecins officiels ne suffit plus à éliminer des « bulletins de santé » une note de sourde angoisse. La Livre, déjà, a fait une faillite partielle et si le dollar espère encore en la médecine de cheval du « plan Johnson » les spéculateurs, tels les rats abandonnant un navire en détresse, se sont rués sur l'or. Divers rebouteux, « économistes » et « experts », sont venus proposer leur remède, leur « plan », et le jargon financier envahit les colonnes des journaux. En attendant que la crise mondiale se charge d'enseigner aux « experts » et à leurs maîtres bourgeois dans quelle mesure l'anarchie du mode de production capitaliste peut être « planifiée », il était utile de remettre sur ses pieds le monde de la finance capitaliste en exposant la **théorie marxiste de la monnaie.** Utile, d'abord pour illustrer la cécité théorique de la science bourgeoise, condamnée à toujours prendre l'effet pour la cause, l'apparence pour le phénomène. Utile, ensuite, pour faire mettre en évidence le caractère unitaire, dans ce domaine aussi, de la doctrine marxiste ; utile, enfin, pour montrer comment cet outil scientifique permet seul de saisir dans leur enchaînement complexe les divers rapports caractéristiques du mode de production capitaliste et, en dépassant de cent coudées l' « objectivité scientifique » du froid comptable, de déceler leurs contradictions intimes, de comprendre leur dynamique et donc de formuler le programme de la révolution sociale qui abattra définitivement le veau d'or capitaliste érigé sur le piédestal du travail salarié.

Se conformant au plan du **Capital,** l'exposé partit de l'étude de la **monnaie et de ses fonctions dans la circulation simple des marchandises** pour aboutir aux formes monétaires les plus élaborées, c'est-à-dire à la **monnaie de crédit.** L'économie capitaliste, en effet, s'apparente à certaines formes de production antérieures dans la mesure où elle est fondée sur la propriété privée et produit donc des marchandises, et non pas des objets possédant simplement une valeur d'usage ; économie marchande, le capitalisme est du même coup et nécessairement une économie monétaire. Toutefois, la monnaie, ce rapport de production hérité du passé, le capitalisme va non seulement le généraliser, mais l'élaborer complètement, l'incorporer à sa propre dynamique, et ce sera l'ère du crédit, lequel se forgera ses propres instruments mo- Marx, « l'économie dite de crédit n'est elle-même qu'une forme de l'économie monétaire... Dans la production capitaliste développée, l'économie monétaire n'apparaît plus que comme base de l'économie de crédit ».

Comme l'exposé essaya constamment de le mettre en évidence, la compréhension des mécanismes du crédit **capitaliste** (le crédit, comme la monnaie, a précédé le capitalisme sous la forme de l'usure, qui se retrouve dans l'économie moderne: crédit à la consommation ; le crédit **capitaliste** revêt quant à lui la forme de prêt d'un **capital**-argent) suppose donc la connaissance de la monnaie et de son rôle, d'une part, la connaissance des rapports de production capitalistes et de leurs contradictions, d'autre part. C'est donc volontairement, en pleine connaissance de cause que Marx aborde l'étude de la monnaie par sa forme la plus **simple** au début du premier Livre du **Capital,** se réservant d'en venir au crédit moderne dans le troisième Livre seulement. **La monnaie de crédit** peut se « dématérialiser » tant que l'on veut (comme toute monnaie, du reste : la pièce de cuivre, puis le billet à cours forcé n'ont-ils pas déjà remplacé la pièce d'or ou d'argent dans la circulation simple des marchandises ?), elle n'en reste pas moins une **monnaie** soumise aux mêmes lois que la pièce d'or sonnante et trébuchante.

Il est vrai que le système bancaire, en centralisant et en unifiant à l'extrême le capital-argent de toute la société sous forme de capital financier, semble effacer, par le moyen du crédit, toutes les limitations monétaires qui entravaient le développement de la production. Accélérant la circulation du capital et la production des marchandises par voie de conséquence, il donne aux capitalistes, dans les périodes de prospérité, l'enivrante illusion d'une merveilleuse « liberté ». Mais s'il prépare ainsi, à la manière capitaliste bien entendu, la socialisation effective des moyens de production qui sera l'œuvre du socialisme, il reste impuissant à surmonter la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée de ses produits. Ce n'est pas la sphère financière qui régit tout, comme se l'imagine volontiers le banquier, mais bien la production et la circulation du Capital qui se reflètent dans ce monde des ombres qu'est la Banque.

Une « mauvaise » politique monétaire, note Marx, peut déchaîner une crise financière qui aura ses effets sur la production et la circulation. Mais la réciproque n'est pas vraie : la meilleure des politiques monétaires ne peut rien contre la crise du mode de production capitaliste ; le monde de la finance ne peut que refléter, à sa manière spécifique, la crise générale de l'économie. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie internationale, instruite par les expériences du premier après-guerre, assurée d'une paix sociale durable grâce à la collaboration des partis « communistes » officiels, poussée, qu'elle le veuille ou non, par la dynamique de l'impérialisme, économie **mondiale,** a mis sur pieds un système monétaire international qui aboutit à une solidarité croissante des monnaies nationales, à une unification du capital financier à l'échelle internationale (unification à la manière capitaliste, qui n'exclut pas, mais implique au contraire la concurrence). En 1848, terminant son « discours sur le libre-échange », Marx s'écriait : « En un mot le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange ». C'est de la même manière que nous considérons aujourd'hui le perfectionnement et surtout l'internationalisation du système monétaire. Messieurs les capitalistes, faites donc du Fonds Monétaire International une banque mondiale, comme on le suggère de divers côtés, et la crise inévitable de votre société se répandra à une vitesse foudroyante par tous les canaux du capital financier international.

RAPPORTS D'ORGANISATION

Une large place a été réservée à cette partie. Le représentant du Centre a repris les thèmes déjà traités à la réunion générale de Milan en insistant sur les tâches (qui n'ont rien de « nouveau », puisqu'elles dérivent de notre conception du Parti) que le développement du mouvement nous impose ; les progrès réalisés dans divers secteurs, celui de l'intervention dans les luttes syndicales en particulier, comme les lacunes qui se manifestent dans une activité collective dont l'intensité et l'homogénéité doivent être soulignées, ont été mis en évidence. Le représentant du Bureau central syndical s'est ensuite étendu sur les directives d'action dans le domaine des luttes immédiates.

Un intérêt particulier s'attachait au rapport qui suivit, sur la situation syndicale en France et les perspectives d'action du Parti dans ce secteur. Nourri de faits, vigoureusement présenté, il fournit d'abord un bilan du dernier Congrès de la C.G.T. considéré comme l'expression officielle de l'idéologie réformiste, voire même corporatiste, de cette centrale syndicale. Une fois illustrées, la prétention des bonzes de concilier les intérêts des ouvriers et ceux de la grandeur nationale et leur revendication d'une participation à l'administration des « affaires publiques », le rapport s'étendit longuement sur le déroulement de cinq grandes agitations particulièrement caractéristiques du « climat social » et de la tactique de sabotage des syndicats. Le rapporteur insista en particulier sur le fait que, si certaines de ces luttes, circonscrites à telle région en déclin irrémédiable, se présentaient plutôt comme des combats d'arrière-garde, d'autres au contraire, directement liées aux prémisses de crise générale qui se manifestent, représentaient en quelque sorte l'avenir et ouvraient une perspective d'intervention plus large à nos sections. Tout cet important matériel trouvera place, sous diverses formes, dans notre presse.

Nous donnerons, dans notre prochain numéro, le compte rendu résumé de la seconde partie de cette réunion particulièrement réussie.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1968

Liste N° 1

Paris, 83,50 ; le barbier, 10 ; Italie, 10 ; Christian, 10 ; Arthur, 10 ; Alfred, 10 ; Etienne, 10 ; Michel, 10 ; Hervé, 10 ; Clément, 10 ; Gigi pour la presse internationale, 138,00 ; Alain, un ami du communisme, 5 ; Pierre C., 35 ; A la Gare, 7,20 ; Gigi, 15. **Souscription Réunion générale de Marseille.** — Bernard, 10 ; François, 11,10 ; Augutin, 3 ; Russo, 50 ; Bruno, 20 ; Giuliano, 15,52 ; Puio, 4,86 ; Gioetta, 20 ; Renato Danila, 18,90 ; Emile, 10 ; François, 1,20 ; Ornalo, 10 ; Christian, 1,10 ; Jean-Pierre, 10 ; Christian, 11,5 ; Mario, 10 ; Socio, 5 ; Carlo-Enrica, 10 ; Cosienze, 30; Valeria Emile, 10 ; Monti, à la mémoire de Bruno, 20 ; Ferrucio, 20 ; Messina-Catagnia-Reggio Calabria, 77,6 ; Martin, 20 ; Gigi, 20 ; La Loutre, 5 ; Silvano, 23,28 ; Muratori, 5 ; Carla, 15 ; Mila, 20 ; Renato, 20 ; Fiorenzo-Ingrid, 20 ; Pierre, 10 ; Lucien, 10 ; Jean, 10 ; Gérard, 10 ; Jean-Louis, 15 ; René, 20 ; Piccino, 10 ; Georges, 20 ; Michel, 30 ; Daniel, 30 ; Michèle, 10 ; Federico, 5 ; Suzanne, 5 ; Teresa, 5 ; Bice, 77.60 ; les camarades ensemble, 370,07 ; Degani Soutien, 8 ; Lucien, 20 ; Emile, 24 ; Pierre, 40 ; Bouzid, 20 ; Libertino, 20 ; Mustapha, 20 ; André, 20 ; Alain, 20 ; Jean-Pierre Soutien, 7 ; Salut aux camarades, 14,50 ; Gérard, 4,47 ; Georges G., 50 ; Robert, 30 ; Germaine, 50 ; Monti de passage à Paris, 10 Aix 1re, 15.

Total liste N° 1... 1.947,50 F.

Pacifisme et industries d'armement

S'il est une chose amusante dans le merdier des agitations petites-bourgeoises, c'est bien de voir des idéalistes prendre leur envol sur des ailes pacifistes et humanistes pour... piquer du nez dans le « réalisme bourgeois » le plus sordide. Le Canard Enchaîné, *expression typique de l' « intelligentsia » française, vient de donner un nouvel exemple de ce comique tout à fait involontaire ; dans le numéro du 3 janvier 1968, nous lisons : « La douzaine de "Mirage" que le Brésil « va acheter à la maison Dassault ne changera « pas grand'chose à la situation de l'industrie « aéronautique dans le domaine de l'exportation : l'embargo gaulliste sur la vente d'armements à Israël, en dépit du paiement comptant « des matériels commandés, a eu des répercussions sur d'autres commandes, notamment « d'Afrique du Sud. Résultat : en 1966, l'aéronautique française a exporté pour 2,4 milliards « nouveaux d'appareils militaires ; en 1967, la « chute a été d'un milliard et on attend pis en « 68. Pour le petit peuple, cela signifie, selon les « connaisseurs, le chômage pour quelque 15.000 « employés et ouvriers de la dite aéronautique ».*

Voilà des gens qui baratinent à longueur de pages sur la Paix, la Fraternité des peuples et le Désarmement, qui ne rêvent que Démocratie, et n'ont pas de mots assez féroces pour stigmatiser le Pouvoir Personnel. Mais en réalité, que reprochent-ils à ce pouvoir ? **De faire perdre des clients à l'industrie française d'armement !** Vive l'industrie de guerre, alors ?

Et quels clients ! L'Union Sud-Africaine, raciste, ségrégationniste, l'opprobe de tous ces démocrates et que le **Canard** en particulier ne manque pas une occasion de flétrir. Vive l'Afrique du Sud, alors ?

Ne sont-ils pas attendrissants, ces pacifistes qui se font marchands de canons, ces démocrates antiracistes qui veulent armer les massacreurs de nègres ? Et tout cela pour l'amour du « pauvre ouvrerier », pour pas qu'il soit en chômage !

C'est là que, malheureusement, nous devons cesser de rire et prendre cette affaire au sérieux. Car le **Canard** exprime ici, sous une forme crue et ouverte, la position qui est au fond celle de **tous** les réformistes, national-socialistes ou national-communistes, le syllogisme bourgeois dans lequel ils essayent d'enfermer les prolétaires : vous ne voulez pas être en chômage ; pour cela il faut que l'usine vende, il faut que l'économie nationale se développe et vende ; vous devez donc prendre à cœur les intérêts de « votre » usine et de « votre » économie nationale.

Et ce qui oppose toute cette Gauche au « régime », c'est sa prétention de pouvoir être, pour l'économie nationale, un meilleur directeur général et un meilleur chef de publicité que de Gaulle ou Pompidou. En réalité c'est là une fausse querelle, car s'il est évident qu'une mauvaise gestion aggrave les difficultés de l'économie capitaliste, aucune gestion si « bonne » soit-elle ne peut empêcher les contradictions du capitalisme d'éclater en crise violente.

Après l'euphorie des reconstructions et autres « miracles » qui ont suivi la guerre, l'économie mondiale entre actuellement dans une phase plus dure : le marché se rétrécit, la concurrence se fait plus âpre, les signes avant-coureurs de la crise se multiplient. Ce sont évidemment les prolétaires qui font les frais de cette exaspération de la lutte entre capitalistes, conséquence directe de l'expansion réalisée sur leur dos.

Tout comme hier, où ils ont embrigadé les ouvriers dans le surtravail de la « reconstruction nationale » et du « produire d'abord », les chiens de garde du capital sont là, fidèles au poste, pour **canaliser** le mécontentement des prolétaires. Leurs grandes clameurs pour une « meilleure gestion », toutes ces disputes de **loyaux gérants** du capital, ne visent qu'à empêcher les prolétaires de comprendre que ces alternances de surexploitation et de chômage, d'orgies productives et d'orgies destructives, que toutes leurs souffrances découlent inévitablement du fonctionnement « normal » de l'économie capitaliste, qu'elles sont **dans la nature même** du capitalisme ; elles veulent les empêcher de mettre en question les fondements de la société bourgeoise et les rendre solidaires de l'économie capitaliste qui les écrase.

A leur logique et à leur réalisme bourgeois nous, communistes, opposons la logique et le réalisme de classe du prolétariat :

Les ouvriers ne peuvent obtenir aucune amélioration, même provisoire, de leur sort, s'ils ne s'opposent pas radicalement et par la lutte aux intérêts de l'économie capitaliste qui est fondée sur leur exploitation ; ils ne peuvent obtenir une amélioration durable qu'en détruisant de fond en comble cette économie, par la révolution et la dictature du prolétariat.

Après la longue période de trahison et de collaboration avec la bourgeoisie, ces **vérités de classe** sont aujourd'hui inaccessibles aux masses ouvrières. Mais la réalité même du capitalisme et les exigences de leurs luttes les obligeront à en prendre conscience.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
MARSEILLE (X^me)

Distribué par les N.M.P.P.

Le programme commun

(Suite de la première page)

prolétaire. Non seulement trahison des buts prolétariens, révolutionnaires, consommée depuis longtemps, non seulement trahison des objectifs simplement réformistes (au sens du réformisme de la II^e Internationale d'avant 1914), mais trahison des intérêts quotidiens, les plus vitaux, les plus élémentaires, du prolétariat : abandon, à travers l'acceptation de la « planification démocratique » (c'est-à-dire de la variété « fédérée » de la politique des revenus chère à de Gaulle), de toute lutte revendicative, même limitée.

« Relève démocratique du gaullisme », gaullisme sans de Gaulle : voilà ce qu'il faut accepter. Course à la productivité, abandon de la grève : le seul recours est dans le « vaste marché européen » où il faut être plus productiviste que le voisin. Mitterrand se paye même le luxe de préconiser (« Le Monde » du 27 janvier) en plus de l'admission de la Grande-Bretagne dans le marché commun « l'élargissement de celui-ci vers l'Europe de l'Est en direction de pays comme la Pologne et la Tchécoslovaquie ». Comme on le voit, voilà un bon porte-parole de ces fameux trusts, français et allemands, qui, devant l'essoufflement de l'expansion, aspirent à retrouver une place sur ces marchés d'Europe Centrale qu'ils dominaient avant-guerre et qu'il leur a bien fallu « concéder » à l'impérialisme russe en échange du sang de ses millions de prolétaires.

Choix difficile, car il faut à la fois penser à la prochaine crise et à la prochaine guerre.

—o—

Nous, marxistes révolutionnaires momentanément impuissants, laisserons ces « possibilistes » face à ces choix abjects. Conscients du fait que cette « politique » ne peut signifier pour les prolétaires que sueur et sang, nous les appelons à rejoindre le parti qui a toujours refusé, depuis Octobre, toute politique frontiste et, par-dessus tout, toute alliance avec une fraction quelconque de la bourgeoisie, avec un parti quelconque de la petite-bourgeoisie. Nous les appelons à rejoindre leur parti de classe international, celui qui n'a jamais lutté pour aucune patrie nationale et qui refusera toujours de soutenir une quelconque nation européenne, fédérale, ou supranationale. Nous les appelons à adhérer à l'organisation qui travaille à la reconstitution du parti mondial du prolétariat, seul capable de le mener, par la dictature du prolétariat et au-delà du dépérissement des nations, au communisme.

L'opportuniste...

« Lénine a toujours souligné, d'une part, l'existence des lois universelles de la Révolution socialiste et de la construction du socialisme et, d'autre part, la nécessité de savoir appliquer ces principes fondamentaux dans les conditions spécifiques de chaque pays et de chaque époque. Il y a plus de vingt ans, Maurice Thorez, dans son interview au **Times**, s'inspirait de cette même idée en montrant que les chemins empruntés sont naturellement différents pour chaque peuple et qu'en particulier le peuple français, riche d'une tradition originale, trouverait sa voie propre au socialisme. Cette voie, dans les conditions nouvelles du rapport des forces dans le monde et en France, pouvait, d'après Maurice Thorez, être une voie pacifique » (Waldeck-Rochet, intervention au **Colloque sur la Révolution d'Octobre**).

et le révolutionnaire

« Les formes d'Etat bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, une **dictature de la bourgeoisie**. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : **la dictature du prolétariat** » (Lénine, **L'Etat et la révolution**).

« La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses **cette** idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de **toute** la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes (en 1967, cela se prononce stalinisme, khrouchtchévisme ou... thorézisme, N.d.R.) s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres, de cette propagande, de cette agitation. Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois » (Lénine : **L'Etat et la révolution**).

Le syndicalisme opportunisme

(Suite de la première page)

avons parlé dans notre numero 45 de juillet-août 1967, c'est la C.G.T. qui a fait les concessions idéologiques nécessaires pour se rapprocher de la C.F.D.T. et non l'inverse. La même chose vaut du reste pour ce qui concerne la presence des syndicats aux organismes du Marché commun : cette présence a été énergiquement combattue par B. Frachon au Congrès de 1961, pour être finalement admise à celui de 1967.

Fort de ces avantages, un autre dirigeant de la C.F.D.T., Jeanson, a poursuivi récemment à l'adresse de la centrale alliée, l'offensive des **exigences.** Expliquant pour quelles raisons la C.F.D.T. a « appelé au dialogue avec la gauche non-communiste », il a déclaré : « Le communisme français ne pourra nous donner satisfaction sur notre première et fondamentale exigence (une conception commune de la démocratie, N.D.R.) qu'au prix d'une évolution sans doute amorcée mais encore **bien timide,** qui le conduirait à **un changement total dans son comportement et sa pensée** ». Si on lève les yeux au-delà des mesquines rivalités de boutiques, on a le regret ici de dire à M. Jeanson que ce changement est bel et bien en cours, qu'il est affirmé, reconnu, **défendu** par les chefs de la C.G.T., qu'il suffira, encore une fois, de citer. Dans un autre article de Seguy, celui-là tiré de **Unité 1968,** journal cégétiste des postiers (janvier), on peut lire ceci : « La C.G.T. de 1967 n'est ni la C.G.T.U. des années 1930, ni la C.G.T. de la même époque ; elle est devenue la maison de tous ». Et plus loin : « Bien malin qui voudrait discerner qui est communiste, socialiste, sans parti, chrétien ou athée dans les débats des assises de la C.G.T. ». Nous serons pour une fois intégralement d'accord avec lui : **tout cela est rigoureusement vrai.**

Mais la C.G.T.U. des années 1930, en dépit de tous ses travers, se voulait un syndicat de lutte de classe à tendance révolutionnaire et ne concevait l'unité que pour arracher à l'influence des réformistes une grande masse d'ouvriers contrôlés par eux. Mais les **socialistes** sont, depuis 1914, les plus fidèles larbins du capitalisme, ses « agents au sein de la classe ouvrière », comme les appelait Lénine. Mais les **sans-parti** qui siègent jusqu'aux assises de la C.G.T. ne peuvent être que des béni-oui-oui sans formation et sans responsabilité, particulièrement vulnérables aux manœuvres corruptrices du patronat. Quant aux **chrétiens** pourvus de responsabilités syndicales, leur présence prouve simplement que la manœuvre paternaliste réalisée en 30 ans par le syndicalisme confessionnel au service de la bourgeoisie capitaliste a réussi à s'infiltrer jusque dans la centrale traditionnellement prolétarienne et révolutionnaire ! Autrement dit, si on ne peut plus « discerner les communistes » parmi tout ce beau monde, c'est parce qu'il n'y a plus rien qui les en distingue et que tout leur « communisme » se réduit à une étiquette.

On nous objectera sans doute qu'après tout cela importe peu, puisque la C.G.T. — chiffres de Seguy en mains — conserve la confiance de la majorité des ouvriers. C'est là tout le drame d'une longue période historique de contre-révolution : le profond décalage qui existe entre ce que les ouvriers **pensent** de leur organisation syndicale et ce qu'**elle est** en réalité. Souvent mécontents, **dans le détail,** de ses actes et de son orientation, ils ne savent pas encore faire le lien entre les positions programmatiques et leur traduction en sabotage de fait. Ils s'étonnent qu'après le succès de la grève massive du 17 mai, l'autre « journée d'action », celle du 13 décembre, n'ait pas même réussi un arrêt de travail généralisé. Ils sont peu habiles, en général, à lire entre les lignes, et même sur les lignes. Ils ignorent que, dans l'entrevue Krasucki - Decamps, dont nous parlons plus haut, le dernier nommé a prononcé cette petite phrase significative : « On ne peut faire un 17 mai tous les mois », ce qui, pour la C.F.D.T., signifiait que c'en était fini, pour l'année, des mouvements d'envergure et que l'action devait se déplacer du terrain **social** au terrain **électoral.** Effectivement, après mai, les contacts se sont multipliés entre responsables syndicaux et parlementaires des partis de gauche ; contacts dont on nous dit peu de choses, sinon **l'accord général** sur ce que devra être, au point de vue social, l'après-gaullisme.

Sur ce dernier point, Seguy, dans l'article déjà cité, écrit : « Les forces syndicales que nous représentons ne sont pas en mesure, à elles seules, de triompher. La gauche a autant besoin des syndicats que les syndicats de la gauche ». Ceci signifie d'abord qu'il ne faut pas compter sur l'agitation, la grève, l'action directe, pour faire aboutir les « légitimes revendications », mais sur l'action parlementaire et la victoire électorale de la gauche. En contrepartie, cette dernière « aura besoin des syndicats ». Mais pour quoi faire ? La réponse est facile : pour faire tenir les ouvriers tranquilles. Sur ce point, c'est le **Nouvel Observateur** du 13 décembre 1967 qui a « mangé le morceau » : en cas de victoire de la Fédération, il ressort des entretiens entre leaders politiques et syndicaux que l'attitude des syndicats devra être « celle de 1944 » et non « celle de 1936 ».

Sans parti de classe puissant et armé de son programme, sans continuité physique des luttes immédiates, la masse exploitée ne peut avoir ni la **mémoire** des événements, ni la conscience de leurs enseignements : il lui faudra revivre, lorsque la crise générale sera là, des sacrifices identiques à ceux de la « Reconstruction nationale » et des « lendemains » qui ne chanteront pas plus que ceux de 1945. C'est malheureusement le prix que le prolétariat devra payer pour se débarrasser des séquelles empoisonnées de la grande défaite historique subie il y a un demi-siècle.

ORADOUR SUR VIET-NAM ?

(Suite de la première page)

Le camp des pays démocratiques a gagné la dernière guerre, mais, aujourd'hui, même les sourds et les aveugles peuvent comprendre ce que notre Parti a toujours proclamé : que ce camp-là — Russie comprise — était tout aussi impérialiste et donc tout aussi « fasciste » que l'autre. Le prolétariat n'a pas à choisir son camp, à suivre un « bon » impérialisme pour en combattre un « méchant ». Son but, c'est la destruction de l'impérialisme **dans son ensemble,** la destruction de tous les Etats bourgeois.

Seule la révolution **communiste** dans les pays développés pourra remplir cette tâche et prévenir une nouvelle guerre impérialiste. Pas de « front commun » avec les opportunistes « communistes », ces patriotes, ces électoralistes, ces ministérialistes qui recommencent leur rengaine sur les crimes de guerre et la défense des principes sacrés de la démocratie. La seule tâche urgente, ce n'est point d'envoyer au Viet-Nam le bateau de la charité chrétienne, mais de militer pour le renforcement du Parti de la révolution communiste, qui ne se développera que sur les ruines de toutes les illusions pacifistes et démocratiques.

LE PROLETAIRE
est en vente dans les principaux kiosques
LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

NOUS précisons, pour répondre aux demandes formulées par de nombreux abonnés, que si la parution de Programme Communiste a été retardée, le prochain numéro, qui paraîtra sous peu, sera double et entièrement consacré aux leçons de la révolution et de la contre-révolution en Russie et dans le monde.